



Cour des comptes
Secrétariat général
Division des systèmes d'information
Service de la documentation

PRESS BOOK



Le Rapport de la Cour des comptes sur l'audit des comptes des partis politiques



04/01/2017 - Élections du 2 octobre 2015 : Près de 9 millions de dirhams de dépenses électorales non justifiées

Visiblement, le financement de la campagne électorale pour le compte des élections du 2 octobre 2015 n'a pas été suffisamment transparent chez certains partis politiques et organisations syndicales. Épinglées par la Cour des comptes, ces formations vont devoir justifier des dépenses électorales ou, faute de quoi, restituer un montant de plus de 9 millions de dirhams à l'État.

Quatre partis politiques et trois centrales syndicales vont devoir justifier des trous au niveau du financement de leurs campagnes électorales pour le compte des élections du 2 octobre 2015, faute de quoi, ils seront dans l'obligation de restituer quelque 930 millions de centimes à l'État. Selon le rapport concernant l'audit des comptes annuels des partis politiques au titre de l'année 2015 et la vérification des dépenses se rapportant à l'élection des membres de la Chambre des conseillers, publié mardi dernier par la Cour des comptes, le montant de la participation non restitué ou insuffisamment justifié s'établit à 9.301.138,02 dirhams sur un montant global de 19.325.582,16 dirhams. Une situation qui constitue une infraction aux dispositions de l'article 5 du décret n° 2.15.451 du 14 Ramadan 1436 (1er juillet 2015) fixant les délais et les formalités relatives à l'utilisation de la participation de l'État au financement des campagnes électorales menées par les partis politiques et les organisations syndicales. Le texte en question stipule en effet qu'il «faut restituer au Trésor tout montant de la participation de l'État non utilisé ou dont l'utilisation n'a pas fait l'objet de justification conformément aux dispositions de ce décret».

Sur la liste des partis épinglés par la Cour présidée par Driss Jettou, c'est le Parti de la justice et du développement (PJD) qui occupe la première place avec un montant dépassant les 1,8 million de dirhams. Le Rassemblement national des indépendants (RNI) occupe la deuxième place du classement avec un montant à justifier, ou à restituer, de 1,4 million de dirhams. Le Mouvement populaire (MP) et le Mouvement démocratique et social (MDS) vont devoir, à leur tour, justifier ou restituer des montants de 651.214 DH pour le premier et 185.076 DH pour le second. S'agissant des centrales syndicales, c'est l'Union marocaine du travail (UMT) qui arrive en tête de liste des organisations qui n'ont pas restitué les montants dus au Trésor ou présenté des documents justificatifs suffisants. En effet, la Centrale chapeautée par Miloudi Moukharik n'a toujours pas justifié quelque 4,6 millions de dirhams, dépensés lors des élections du 2 octobre 2015 et qui avaient permis à l'UMT de remporter six sièges à la Chambre des conseillers. Les deux autres centrales épinglées par les magistrats de la Cour des comptes sont l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM) avec 290.758 DH et le Syndicat national démocratique (SND) avec un montant de 255.783 DH. Pour rappel, le montant total des ressources des partis politiques relatives à l'exercice 2015 a atteint 375,46 millions de dirhams, contre 91,88 millions de dirhams enregistrés en 2014 et 88,99 millions de dirhams en 2013. Une amélioration due notamment aux subventions étatiques relatives aux campagnes électorales organisées en 2015.

Le montant de la subvention de l'État représente d'ailleurs 89,87% du montant total des ressources des formations politiques. Il est à préciser que les rapports relatifs aux élections communales et régionales du scrutin du 4 septembre 2015 et aux élections législatives du 7 octobre 2016 pour l'élection des membres de la Chambre des représentants sont en cours d'élaboration.



03/01/2017- La Cour des comptes décortique les finances des partis politiques

La Cour des comptes vient de rendre publics trois rapports portant notamment sur la vérification de l'utilisation de la participation de l'État au financement de la campagne électorale du scrutin du 2 octobre 2015 relatif à la Chambre des conseillers. Il en ressort que toutes les formations

politiques n'ont pas respecté la loi en vigueur quant aux délais de présentation de leurs comptes.

Les finances des partis politiques au titre de l'année 2015 ont été passées au peigne fin par les magistrats de la Cour des comptes. L'institution présidée par Driss Jettou vient de publier trois rapports dans ce sens. Selon une première synthèse, téléchargeable depuis le site internet de la Cour, ces rapports sont relatifs à l'audit des comptes des partis politiques au titre de l'exercice 2015, à la vérification de l'utilisation de la participation de l'État au financement de la campagne électorale du scrutin du 2 octobre 2015 relatif à la Chambre des conseillers et à l'examen de l'état des dépenses engagées par les candidats à ce scrutin.

Les premiers éléments de ces rapports soulignent que parmi les trente-quatre partis légalement constitués, trente et un ont produit leurs comptes à la Cour. Par contre, le Parti marocain libéral, le Parti Annahj Addimoqrati et le Parti de l'Union nationale des forces populaires n'ont pas entrepris cette démarche. Plus en détail, la Cour des comptes a affirmé que «suite à l'examen des données relatives à la production des comptes annuels, il a été constaté que vingt-six partis ont produit leurs comptes dans les délais légaux». Cinq formations politiques ont donc présenté leurs comptes en dehors des délais légaux. Il s'agit du Parti du Mouvement démocrate et social (MDS), du Parti de la renaissance et de la vertu (PRV), du Parti de l'Union marocaine pour la démocratie (UMD), du Parti du Congrès national ittihadi (CNI) et du Parti démocrate national (PDN).



04/01/2017- Partis politiques: Les défaillances de gouvernance persistent

Transfert des comptes hors délais, absence ou insuffisance de pièces justificatives...
Très grande dépendance des partis au financement public
Les dépenses des formations politiques en 2015 ont triplé par rapport à 2014

Nous l'avons signalé sur nos colonnes l'année dernière: les partis politiques souffrent de grands problèmes de gouvernance. Cette année, la situation n'a pas changé. C'est ce qui ressort du rapport de la Cour des comptes, relatif à l'audit des comptes annuels des partis et la vérification des dépenses liées aux élections de la Chambre des conseillers. Sur les 34 partis, 31 ont produit leurs comptes à l'instance présidée par Driss Jettou, au titre de l'année 2015. Le parti marocain libéral, Annahj Addimocrati et l'Union nationale des forces populaires ne se sont pas conformés à cette obligation. 5 autres formations ont transféré à la Cour des comptes les documents prévus hors délais.

Globalement, ce document a mis à nu, à l'instar de l'année dernière, la forte dépendance des partis aux subventions de l'Etat. En 2015, le financement de 15 formations est assuré exclusivement par les montants transférés par les pouvoirs publics, contre 13 en 2014 et 14 une année auparavant. 9 autres partis dépendent à hauteur de 90 à 99% des financements publics. Parmi eux, de grandes formations comme le MP (99,46%), l'USFP (98,44%), le RNI (96,70%) ou encore le PPS (91,04%). La part des subventions publiques dans le budget des 7 autres partis varie entre 60 et 90%. C'est le cas du PSU (86,90%), du PAM (86,49%), du PJD (84,42%) ou encore de l'Istiqlal (82,30%). Ce rapport montre également l'augmentation des dépenses des partis en 2015, ayant atteint 372,92 millions de DH, contre 113,58 l'année précédente. L'essentiel de ces dépenses, soit 89,78%, ont été réalisées par 8 formations. Sur ce montant global, 9,28 millions de DH ont fait l'objet d'observations des magistrats de la Cour des comptes. Cela concerne la non présentation de pièces justificatives pour un montant de 1,45 million de DH. Les dépenses portant sur plus de 7,3 millions ont été accompagnées de pièces justificatives insuffisantes.

Concernant les comptes de la campagne relative aux élections de la Chambre des conseillers, l'Etat a versé aux partis 28,42 millions de DH et 20 millions de DH aux syndicats. Sur 10 formations ayant bénéficié de ce soutien, 5 ont présenté leurs comptes hors délais. Il s'agit du PPS, du MP, de l'UC, du RNI et du PJD. Du côté des syndicats, 6 d'entre eux n'ont pas rendu leurs comptes avant la date fixée. Les dépenses effectives durant cette période électorale ont

atteint 46,2 millions de DH. 6 partis ont accaparé plus de 91% de ce montant. Parmi eux, le trio de tête est composé de l'Istiqlal (27,19%), du PAM (26,46%) et du RNI (11,3%). Les magistrats de la Cour des comptes ont émis des observations concernant des dépenses électorales de plus de 19,3 millions de DH. Entre temps, des partis et des syndicats ont restitué ou apporté des justifications suffisantes pour plus de la moitié de ce montant, soit plus de 10,02 millions de DH. Pour ce qui est des dépenses des candidats, qui ont atteint 7,51 millions de DH, le rapport de la Cour des comptes a indiqué que tous ceux ayant déposé leurs déclarations, ont présenté un état des sources de financement de leurs campagnes électorales.

Comptes

- 31 partis sur 34 ont présenté leurs comptes à la Cour
- 5 partis ont transféré leurs comptes hors délais
- 15 partis dépendent exclusivement du financement public
- 89,78% des dépenses des partis en 2015 ont été réalisées par 8 formations



06/01/2017- Maroc : comment les partis politiques utilisent les subventions publiques

Les élections communales et régionales qui se sont tenues en 2015 ont pesé particulièrement lourd sur les finances des partis politiques. Un rapport de la Cour des comptes décortique les dépenses et revenus des 34 formations politiques autorisées au royaume et démontre leur dépendance vis-à-vis du financement public.

Si chaque année l'État marocain débloque dans les 60 millions de dirhams (5,6 millions d'euros) pour les frais de gestion des partis politiques, 2015 a été marqué par une manne exceptionnelle. Près de 277,5 millions de dirhams ont été distribués en guise de participation au financement des campagnes électorales au titre du scrutin communal du 4 septembre 2015 et de l'élection de la Chambre des conseillers du 2 octobre de la même année.

Résultat : les ressources globales des formations politiques ont atteint, durant l'année 2015, la somme de 375,5 millions de dirhams, selon un rapport de la Cour des comptes publié le mardi 3 janvier. Cela représente plus de quatre fois leur revenu annuel moyen au cours d'une année non électorale (90 millions de dirhams).

Mais les partis n'ont pas pu utiliser tout l'argent mis à leur disposition. Selon les déclarations faites à la Cour des comptes, les dépenses de la campagne électorale se sont limitées à 258,7 millions de dirhams, soit 19 millions de moins que la manne publique. Un montant que les partis sont censés restituer au Trésor.

D'ailleurs, sur les 28 millions accordés par l'État à l'élection de la Chambre des conseillers, cinq partis ont déjà rendu au Trésor public 2,2 millions non utilisés. Mais ces restitutions sont parfois ridicules, comme celle du parti d'Al Ahd Addimocrati (une petite formation d'obédience socio-libérale) qui a fait un chèque de 610 dirhams. Et surtout, elles ne sont pas régulières : en 2015, certains partis étaient toujours en train de rembourser les montants du soutien public accordés lors des élections de 2011 ou de 2009.

Irrégularités et recommandations

C'est que les partis politiques marocains ne sont pas réputés être pointilleux dans la tenue de leurs livres comptables. Trois formations n'ont, par exemple, pas produit de comptes à la Cour présidée par Driss Jettou. L'audit réalisé par les magistrats recense d'ailleurs plusieurs irrégularités. Dans les comptes annuels des partis, un montant de plus de 9 millions de dirhams n'est pas justifié.

Quant aux chiffres relevant du financement de la campagne, les limiers de la Cour des comptes ont émis des réserves pour des dépenses s'élevant à plus de 13 millions. Les partis ont d'ailleurs dû produire les pièces justificatives nécessaires ou encore restituer les montants avancés. Il n'empêche que 4 millions restent encore dans la nature. Les syndicats font pire que les partis politiques : 5 millions de dirhams de leurs dépenses de campagne restent injustifiés, selon les auditeurs de la Cour des comptes.

Cette dernière se contente néanmoins de soumettre des recommandations pour améliorer la transparence des comptes politiques. Aucune sanction n'a été prononcée, bien que 90% des ressources des partis émanent de fonds publics.

Certaines formations sont totalement indépendantes de cette manne. Les contributions des adhérents des partis, elles, restent risibles : elles ont totalisé 15 millions en 2015, soit à peine 4% de leurs ressources.

تقرير المجلس الأعلى للحسابات حول حسابات ونفقات الأحزاب السياسية برسم 2015



أنفقت الأحزاب السياسية، برسم سنة 2015، ما مجموعه 92ر372 مليون درهم سنة 2015، مقابل 58ر113 مليون درهم سنة 2014، و78ر110 مليون درهم في 2013، وذلك حسب أرقام كشف عنها المجلس الأعلى للحسابات.

وأوضح المجلس، في تقرير حول تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية برسم السنة المالية 2015 وخص النفقات المتعلقة بانتخابات أعضاء مجلس المستشارين برسم اقتراع 2 أكتوبر 2015، أن 78ر89 في المائة من هذه النفقات أنجزت من قبل ثمانية أحزاب برسم سنة 2015 مقابل 11ر91 في المائة في السنة التي سبقتها.

وأضاف التقرير أن هذه النفقات تتوزع على النفقات المخصصة للحملة الانتخابية بمبلغ 71ر258 مليون درهم والتسيير بـ63ر84 مليون درهم (مقابل 91ر86 مليون درهم سنة 2014 و63ر85 مليون درهم سنة 2013) وتنظيم المؤتمرات الوطنية العادية بمبلغ 5ر5 مليون درهم.

وأشار المصدر ذاته إلى أن هذه النفقات تم، أيضا، إرجاع مبالغ الدعم غير المستحق أو غير المستعملة والتي بلغت 68ر5 مليون درهم، مؤكدا أن الأحزاب المعنية هي حزب الاستقلال بـ2 مليون و629 ألف درهم، وحزب البيئة والتنمية المستدامة بـ462 ألف و500 درهم، وحزب العهد الديمقراطي بـ140 ألف و697 درهم، وحزب المؤتمر الوطني الاتحادي بـ327 ألف و915 درهم، وحزب الحريات والعدالة الاجتماعية بـ27 ألف درهم، وحزب الأمل بـ91 ألف درهم.

وأبرز المصدر ذاته أن حزب الشورى والاستقلال أرجع للخزينة، برسم سنة 2016، مبلغ 24,129,412 درهم تتعلق بانتخابات 25 نونبر 2011، في حين أرجع حزب الديمقراطيون الجدد مبلغ 95,434,503 درهم تتعلق بانتخابات 4 شتنبر 2015.

وإلى جانب هذه الأحزاب فقد أرجعت مجموعة من الأحزاب للخزينة العامة للمملكة مبالغ صرحوا بعدم استعمالها برسم انتخابات 2 أكتوبر 2015 المتعلقة بانتخابات أعضاء مجلس المستشارين وهي أحزاب العدالة والتنمية بمبلغ 17,062,970 درهم، وحزب التجمع الوطني للأحرار (27,294,903 درهم)، وحزب الحركة الشعبية (84,513,357 درهم)، وحزب الاتحاد الدستوري (54,292,292 درهم) وحزب العهد الديمقراطي (05,610 درهم)

15 حزبا مغربيا يعجز عن تمويل نفسه خارج دعم الدولة - 4/01/2017



رغم أن القانون التنظيمي الخاص بالأحزاب السياسية، يعطي للأحزاب الحق في تنويع مصادر مداخيلها المالية، إلا أن تقرير المجلس الأعلى للحسابات الأخير، سجل أن بعض الأحزاب السياسية اعتمدت كليا على الدعم العمومي الذي توصلت به خلال سنة 2015، في تمويل نفقاتها الحزبية.

وأوضح التقرير الذي صدر حول "تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية وخص صحة نفقاتها برسم الدعم العمومي"، أن سنة 2015 أبانت عن اعتماد 15 حزبا على الدعم العمومي مائة بالمائة في تمويل نفقاتها الحزبية، دون البحث عن مصادر تمويل أخرى غير الدعم العمومي.

وهذه الأحزاب، حسب ذات المصدر، التي تعتمد فقط على أموال الدولة كلها هي حزب الاتحاد الدستوري، وحزب النهضة والفضيلة، وجمعية القوى الديمقراطية، والبيئة والتنمية المستدامة، والعهد الديمقراطي، والحركة الديمقراطية الاجتماعية، والتجديد والانصاف، والوحدة والديمقراطية، والحرية والعدالة الاجتماعية، والإصلاح والتنمية، والديمقراطي الوطني، والقوات المواطنة، والنهضة، والشورى والاستقلال، والمجتمع الديمقراطي.

وفي المقابل، اعتمدت 9 أحزاب على الدعم العمومي بنسبة تتراوح بين 90 في المائة إلى 99,99 في المائة، وهذه الأحزاب هي، التجمع الوطني للحرار، والاتحاد الاشتراكي للقوات الشعبية، والحركة الشعبية، والتقدم والاشتراكية، والمؤتمر الوطني الاتحادي، وحزب العمل، وحزب الوسط الاجتماعي، وحزب الامل، والديمقراطيون الجدد.

بينما 6 أحزاب فقط هي التي تعتمد على الدعم العمومي بنسبة تتراوح بين 60 و90 في المائة، وهذه الأحزاب هي العدالة والتنمية، والاستقلال، والأصالة والمعاصرة، واليسار الأخضر المغربي، والطلیعة الديمقراطية الاشتراكي، والحزب الاشتراكي الموحد.

لكن حزب الاتحاد المغربي للديمقراطية لم يستفد من الدعم العمومي، بسبب عدم تسوية وضعيته تجاه الخزينة. حسب تقرير ادريس جطو.

ويفتح القانون التنظيمي المتعلق بالأحزاب السياسية هامشا للأحزاب من أجل تنوع مصادر تمويلها المالي، والمتمثلة في الدعم العمومي السنوي، والدعم العمومي الخاص بالانتخابات، وواجبات انخراط الأعضاء، والهبات والوصايا والتبرعات النقدية أو العينية، وعائدات الأنشطة الثقافية والاجتماعية، وعائدات استثمار أموال الحزب في المقاولات الصحفية وغيرها.

مجلس جطو يوجه إنذارا إلى حزبين بسبب أموال الدعم



كشفت تقرير جديد للمجلس الأعلى للحسابات، أن ثلاثة أحزاب من مجموع 34 حزبا، المرخص لها قانونا، لم تودع حساباتها السنوية، لدى المجلس الأعلى للحسابات الخاصة بسنة 2015.

وجاء ذلك في تقرير المجلس الأعلى للحسابات، حول "تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية، وفحص صحة نفقاتها برسم الدعم العمومي"، برسم السنة 2015.

وأوضح مجلس إدريس جطو، في تقريره، أن كلاً من الحزب المغربي الليبرالي، والنهج الديمقراطي، والاتحاد الوطني للقوات الشعبية، لم يقدموا حساباتهم المالية، لدى المجلس المذكور، فيما قدمت باقي الأحزاب الأخرى حساباتها، والبالغ عددها 31 حزبا.

ولفت المجلس في تقريره، الانتباه إلى أنه وجه إنذاراً إلى كل من الحزب المغربي الليبرالي، والنهج الديمقراطي، في ماي الماضي، دون أن يتوصل منها بأي رد في الموضوع.

في المقابل، أكد المجلس أنه لم يوجه إنذاراً إلى حزب الاتحاد الوطني للقوات الشعبية "على اعتبار أن هناك خلافاً داخلياً حول أمانته العامة".

ورداً على ما ورد في التقرير، قال الأمين العام للحزب المغربي الليبرالي، محمد زيان، لـ "اليوم 24"، إن "حزبه لم يودع أياً من الحسابات المالية، لدى مجلس جطو، لأنه لم يتوصل بأي دعم مالي من الدولة".

وأضاف زيان، أنه لو كان يتوصل بدعم مالي من الدولة، آنذاك كان يمكن أن يودع الحسابات المالية، لدى المجلس الأعلى للحسابات.

حصلت الأحزاب السياسية المغربية خلال سنة 2015. على مبلغ إجمالي يقارب 34 مليار سنتيم من المال العام، من خلال مساهمة الدولة في تمويل كل من الحملات الانتخابية وتنظيم المؤتمرات السنوية وتغطية نفقات تسيير وتدبير الأحزاب. التقرير الجديد الذي نشره المجلس الأعلى للحسابات حول تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية، قال إن مجموع الموارد المالية للأحزاب السياسية بلغت أكثر من 37 مليار ونصف مليار سنتيم، قرابة 90 في المائة منها جاءت من الدعم العمومي الموجه للأحزاب السياسية. القسم الأكبر من هذه الموارد المالية خصص لتغطية نفقات الحملة الانتخابية الخاصة باستحقاقات 4 شتنبر و2 أكتوبر المحلية والجهوية التي جرت عام 2015. وفاق مجموع الاعتمادات المالية التي تحملتها الدولة برسم الحملات الانتخابية، قرابة 28 مليار سنتيم.

التقرير لاحظ أن مجموع موارد الأحزاب السياسية التي مصدرها الدعم العمومي، قد ارتفعت مقارنة بالسنوات الماضية، حيث أصبح هذا الدعم يمثل أكثر من 90% في 2015 مقابل 70% في السنة السابقة. كما سجل قضاة المجلس الأعلى للحسابات أن ثمانية أحزاب سياسية فقط استحوذت على أكثر من 93% من مجموع الدعم العمومي الموجه للأحزاب السياسية في عام 2015، مقابل أقل من 88% في سنة 2014 و83% في العام 2013. الأحزاب السياسية الثمانية المستحوذة على الدعم العمومي، هي كل من حزب العدالة والتنمية وحزب الاستقلال وحزب التجمع الوطني للأحرار وحزب الأصالة والمعاصرة وحزب الاتحاد الاشتراكي وحزب الحركة الشعبية وحزب الاتحاد الدستوري وحزب التقدم والاشتراكية.

الموارد المالية التي حصلت عليها جميع الأحزاب السياسية من خلال واجبات الانخراط التي يدفعها أعضاؤها، بلغت مليار واحد ونصف مليار سنتيم، تليها موارد متأتية من أنشطة "استغلال" مختلفة تناهز المليار و300 مليون سنتيم، ثم عائدات غير جارية" قاربت المليار. حزب العدالة والتنمية سجل لوحده القسم الأكبر من موارد الانخراطات التي يدفعها أعضاء ومنتخبو الأحزاب، أي أكثر من مليار و100 مليون سنتيم من أصل مليار ونصف مليار حصلت عليها الأحزاب السياسية من أعضائها. وفيما حلّ حزب التجمع الوطني للأحرار بنحو 130 مليون سنتيم دفعها منخرطوه، جاء حزب التقدم والاشتراكية ثالثاً بأكثر من 100 مليون سنتيم. فيما بقيت عائدات الأخرى من انخراطات أعضائها هزيلة، حيث حصل حزب الاتحاد الاشتراكي على 28 مليون سنتيم من الانخراطات، وحزب الحركة الشعبية على 13 مليون، فحزب الأصالة والمعاصرة الذي نال أقل من 8 ملايين سنتيم من انخراطات أعضائه.

مجلس جطو يكشف الأحزاب التي لم ترجع أموال دعم الدولة للخزينة

الأخبار
على مدار الساعة

كشفت المجلس الأعلى للحسابات، امس الثلاثاء، أن ثمانية أحزاب مغربية لم ترجع أموال دعم وضعتها الدولة تحت تصرفها، ولم تصرف جزءا منها إلا أنها لم تقدم أي إفادة بأنها أرجعت هذه المصاريف الغير المستحقة لخزينة الدولة.

وأفاد المجلس في تقرير حول تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية المغربية إنه "لوحظ أن ثمانية أحزاب لم تقدم ما يثبت إرجاعها إلى الخزينة العامة المبالغ غير المستحقة برسم مساهمة الدولة في تمويل حملاتها برسم اقتراع 4 شتنبر 2016 بمبلغ إجمالي قدره 4.414.113,14 درهم"، مشيراً إلى أن الأحزاب المعنية هي حزب التجديد والانصاف، حزب اليسار الأخضر المغربي وحزب الوحدة والديمقراطية وحزب العمل وحزب الوسط الاجتماعي وحزب الإصلاح والتنمية والحزب الديمقراطي الوطني وحزب النهضة والفضيلة.

تقرير المجلس الأعلى للحسابات حول حسابات ونفقات الأحزاب

أنفقت الأحزاب السياسية، برسم سنة 2015، ما مجموعه 92,372 مليون درهم سنة 2015، مقابل 113,58 مليون درهم سنة 2014، و110,78 مليون درهم في 2013، وذلك حسب أرقام كشف عنها المجلس الأعلى للحسابات.

وأوضح المجلس، في تقرير حول تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية برسم السنة المالية 2015 وفحص النفقات المتعلقة بانتخابات أعضاء مجلس المستشارين برسم اقتراع 2 أكتوبر 2015، أن 89,78 في المائة من هذه النفقات أنجزت من قبل ثمانية أحزاب برسم سنة 2015 مقابل 91,11 في المائة في السنة التي سبقتها.

وأضاف التقرير أن هذه النفقات تتوزع على النفقات المخصصة للحملة الانتخابية بمبلغ 258,71 مليون درهم والتسيير بـ84,63 مليون درهم (مقابل 86,91 مليون درهم سنة 2014 و85,63 مليون درهم سنة 2013) وتنظيم المؤتمرات الوطنية العادية بمبلغ 5 مليون درهم.

وأشار المصدر ذاته إلى أن هذه النفقات تهم، أيضا، إرجاع مبالغ الدعم غير المستحق أو غير المستعملة والتي بلغت 5,68 مليون درهم، مؤكدا أن الأحزاب المعنية هي حزب الاستقلال بـ2 مليون و629 ألف درهم، وحزب البيئة والتنمية المستدامة بـ462 ألف و500 درهم، وحزب العهد الديمقراطي بـ140 ألف و697 درهم، وحزب المؤتمر الوطني الاتحادي بـ327 ألف و915 درهم، وحزب الحريات والعدالة الاجتماعية بـ27 ألف درهم، وحزب الأمل بـ91 ألف درهم.

وأبرز المصدر ذاته أن حزب الشورى والاستقلال أرجع للخزينة، برسم سنة 2016، مبلغ 129.412,24 درهم تتعلق بانتخابات 25 نونبر 2011، في حين أرجع حزب الديمقراطيون الجدد مبلغ 503.434,95 درهم تتعلق بانتخابات 4 شتنبر 2015.

وإلى جانب هذه الأحزاب فقد أرجعت مجموعة من الأحزاب للخزينة العامة للمملكة مبالغ صرحوا بعدم استعمالها برسم انتخابات 2 أكتوبر 2015 المتعلقة بانتخابات أعضاء مجلس المستشارين وهي أحزاب العدالة والتنمية بمبلغ 970.062,17 درهم، وحزب التجمع الوطني للأحرار (903.294,27 درهم)، وحزب الحركة الشعبية (357.513,84 درهم)، وحزب الاتحاد الدستوري (2.928,54 درهم) وحزب العهد الديمقراطي (610,05 درهم).

في تقرير المجلس الأعلى للحسابات.. تأكيد على أن البام اعتمد الشفافية التامة، صرف موارد المالية



أقر المجلس الأعلى للحسابات بتقديم حزب الأصالة والمعاصرة موارد ونفقات الحزب برسم السنة المالية 2015، في موعدها القانوني.

وجاء في تقرير المجلس المعنون بـ"حول تدقيق الحسابات السنوية للأحزاب السياسية وفحص صحة نفقاتها برسم الدعم العمومي"، جاء فيه أن نتائج تدقيق الحساب السنوي وفحص صحة النفقات، لم تسفر عن أي ملاحظة بخصوص الحساب السنوي لسنة 2015، في إشارة دالة من المجلس على اعتماد البام الشفافية والدقة التامتين في صرف موارد المالية.

وبلغة الأرقام، أشار قضاة المجلس الأعلى للحسابات إلى أن موارد البام بلغت خلال السنة المالية المعتمدة ما قدره 71795727.51 درهم، مقابل ما يعادل 8574973.84 درهم سنة 2014 و6980624.59 درهم سنة 2013.

أما عن موارد حزب الأصالة والمعاصرة، فقد توقف التقرير عند الدعم العمومي للمساهمة في تغطية مصاريف الحملة الانتخابية، البالغ حوالي 55764828.60 درهم، أي ما نسبته 77.7 في المائة، مضيفاً أن موارد استغلال أخرى للحزب بلغت زهاء 9605659.31 درهم، أي ما نسبته 13.4 في المائة، إضافة إلى الدعم العمومي للمساهمة في تغطية مصاريف التدبير، البالغ حوالي 6333583.54، وهو ما يمثل حوالي 8.8 في المائة من مجموع مالية الحزب.

وتوزعت نفقات الحزب، بحسب تقرير المجلس الأعلى للحسابات، بين مصارف الحملات الانتخابية، التي بلغت 55911185.65 درهم، وهو ما يمثل نسبة 85.43 في المائة، وبين تكاليف التسيير، البالغة حوالي 8835273.89 درهم أي 13.5 في المائة.

البراهمة يعد بكشف حسابات « النهج » .. وزيان يرفض الامتثال لحطو



تباينت ردود فعل الأحزاب السياسية مما تضمنته تقارير المجلس الأعلى للحسابات حول نفقات الأحزاب برسم سنة 2015، خاصة تلك التي تخلفت عن الإدلاء بحساباتها السنوية، ويتعلق الأمر بكل من الاتحاد الوطني للقوات الشعبية والحزب المغربي الليبرالي وحزب النهج الديمقراطي.

وأكدت "تقارير حطو" أن المجلس وجه إنذاراً إلى كل من الحزب الليبرالي وحزب النهج، توصلوا به بتاريخ 19 و23 ماي 2016، دون أن يصدر عنها أي رد، في حين لم يتم توجيه إنذار إلى حزب الاتحاد الوطني للقوات الشعبية على اعتبار أن هناك خلافاً داخلياً حول الأمانة العامة، بحسب الجهة نفسها.

وفي تعليقه على ما تضمنته التقارير، أكد مصطفى البراهمة، الكاتب الوطني للنهج الديمقراطي، صحة تخلف حزبه عن الإدلاء بحسابات نفقاته لسنة 2015، مشدداً على أنه سيتم تقديم تقرير حسابات 2015 و2016 في الوقت نفسه، "علماً أن الدولة لا تقدم لنا أي دعم، لكن من الناحية القانونية إجراء المجلس الأعلى للحسابات سليم من أجل مراقبة نفقات الأحزاب السياسية".

وأورد البراهمة أن المسألة تتعلق بالأساس بمراقبة أشكال الصرف ومصادر التمويل، واعتبر ذلك شيئاً جيداً، وقال: "نحن مع هذا الإجراء رغم أننا فعلاً تأخرنا في ذلك، لكننا سنتدارك هذا التأخر"، قبل أن يوجه دعوته إلى السلطات لتمتع حزبه بجزء من الدعم المرصود للأحزاب السياسية، بحكم أنه حزب قانوني ويشترك سياسياً، رغم خياره مقاطعة الانتخابات، الذي يبقى "خياراً يدخل ضمن المشاركة في الحياة السياسية".

وفيما دعا التقرير، من خلال توصياته، الأجهزة الحكومية المعنية إلى ترتيب جزاءات على الأحزاب التي لا تدلي بحساباتها المالية، أو تلك التي تتأخر في ذلك، عبر البراهمة عن موافقته على هذه الإجراءات، "خاصة أن بعض الأحزاب حينما تتحصل على دعم الدولة تنفقه في مسائل لا علاقة لها بالانتخابات"، بحسبه.

وعكس توجه البراهمة، أكد محمد زيان، زعيم الحزب الليبرالي المغربي، أن حزبه لم يقدم حساباته المالية لسنة 2015، ولن يقدمها. وحول الأسباب التي تمنعه من ذلك، رد قائلاً: "لا سبب يمنعنا، وهم قدموا لنا 500 ألف درهم فيما نفقات حزبنا تتجاوز المليارين" مردفاً: "كيعطوننا 500 ألف درهم وتابعينا عليها، إمشيو إيشوفو مع أحزاب خدوا الملايير، ويمشيو عند الأصالة والمعاصرة"، على حد تعبيره.

وختم زيان تصريحه المتضبط بالقول: "لا أعيب للمجلس الأعلى للحسابات القيمة التي يريد أن يعطيها لنفسه"، دون أن يقدم شروحات إضافية عما يقصده بجملة التي اعتبرها واضحة.